

Où est passé le feu sacré de la nation?

Par M'hand Kasmî, 14 janvier 2013

«Le feu qui semble éteint, souvent dort sous la cendre»

(Pierre Corneille)

Les hautes autorités de notre pays ont été bien inspirées de confiner de manière drastique les réjouissances populaires nationales du cinquantième anniversaire de l'indépendance, aux flamboyants et magiques «feux de Bengale» dont ils ont embrasé à profusion, à partir des cieus francs à haute densité patriotique de Sidi Fredj et du Maqam Echahid, les autres portions de ciel de notre vaste pays-continent.

La magique voûte céleste dressée au-dessus des fiers contreforts de l'Atlas et de l'altier Hoggar méritait bien cet hommage éclair. Passé l'intermède providentiel de cette illumination pyrotechnique, l'Algérie a vite fait de se replonger et sombrer dans l'atmosphère ubuesque et sans relief des milliers de souks électoraux programmés en amont et en aval de cet historique anniversaire. Le feu sacré de la nation, douloureusement arraché aux premières lueurs du 5 juillet 1962 aux dieux barbares du colonialisme, était étrangement absent des cérémonies officielles d'anniversaire du demi-centenaire de la fin de la nuit coloniale. Ses gardiens ont eu une année civile pour le raviver. En vain ! En l'absence de combustible durable arrosé du souffle épique que commande la lumineuse mission prométhéenne qui est la leur, ils ont tout simplement décidé de jouer avec ses cendres incandescentes ! Au risque de se brûler !

Un demi-siècle d'indépendance et toujours pas de bilan de l'Etat de la nation

Les célébrations majeures de la vie d'une nation du type de celles que vient de vivre en 2012 notre pays sont toujours propices sous d'autres cieus à l'élaboration de bilans, de diagnostics rigoureux de l'Etat, de la nation, de l'état de la nation. Des évaluations stratégiques qui sont érigées en autant de prétextes et d'occasions pour donner des contours moins imprécis et plus colorés aux horizons futurs de ces Etats, des réponses prospectives aux aspirations de leurs peuples. Chez nous, ce bilan ne relève d'ailleurs pas uniquement d'une quelconque exigence morale et politique interne. Il intéresse, en fait et au plus haut point, tous les observateurs de la scène politique mondiale qui continuent d'accorder au cheminement historique de notre pays, l'intérêt que lui confèrent son histoire héroïque et sa géographie d'exception. Il n'y a qu'à voir l'engouement des plus éminents universitaires du monde entier à participer aux rares colloques organisés çà et là, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance, pour se convaincre que le sort de la nation algérienne, dernière grosse fécondité et moisson du processus historique de la décolonisation, demeure un sujet d'étude qui ne perd ni de son actualité ni de sa capacité d'attraction. Un «dossier» qui ne laisse en tout cas personne indifférent. Les ennemis avant les amis !

Les Constitutions de l'Algérie indépendante : le syndrome du faux départ originel

En matière de dotation du pays et de la nation d'une loi fondamentale, nous pouvons affirmer en paraphrasant le célèbre agronome René Dumont à propos des indépendances africaines, que l'Algérie «est mal partie» ! Dès le premier jour de l'indépendance ! En faisant en effet adopter sa première Constitution en 1963 dans une salle de cinéma, le Majestic, l'Algérie a inauguré le cycle maléfique qui se continue

aujourd'hui encore, de faux départs constitutionnels, ponctués de vraies-fausse révisions, qui ne pouvaient déboucher que sur des arrivées virtuelles, sans gloire. Des «arrivées» aussitôt converties en nouveaux départs tels des «*chevaux de manège constitutionnel*», pour reprendre l'heureuse formule de notre ami, le constitutionnaliste avisé Walid Laggoun. Résultat des courses : d'un rendez-vous constitutionnel à un autre, tous présentés comme «historiques», notre pays s'est durablement installé dans le fataliste statut ayant pour sclérosé credo «changer pour ne pas changer». En réalité, à force de mettre du cœur à l'ouvrage, nos constitutionnalistes-maison ont fini par exceller dans le seul art qui pourrait leur être rétrospectivement reconnu : tailler des costumes sur mesure aux différents locataires de la plus haute loge du pouvoir d'Etat du moment. En tout et pour tout, l'Algérie aura ainsi connu quatre Constitutions depuis son indépendance.

Nous sommes aujourd'hui à la veille d'une énième révision constitutionnelle, et bien malin le mage inspiré qui pourra en deviner l'alchimie décapante annoncée. Une certitude pourtant : elle ne fera que replâtrer les lézardes par trop béantes apparues dans la précédente version et le déséquilibre des pouvoirs patent et manifeste qu'elle maintient, vaille que vaille. Une révision qui tentera en fait désespérément d'assurer la survie d'un régime en mal d'équilibre durable et en fin de cycle historique. C'est à notre constitutionnaliste Walid Laggoun que revient le mot le plus juste sur ce brûlant sujet d'actualité. «L'Algérie a durant plus d'une décennie opéré sa transition normative. Il lui reste à assurer sa transition institutionnelle portée dans ses textes constitutionnels depuis 1989, mais chaque fois contrariée par les aléas de la vie politique. Elle gagnerait à l'accomplir en sachant distinguer l'essentiel de l'accessoire, les vues de l'esprit de la réalité objective.» Et d'ajouter avec une délicate finesse, «avec une lime, pas une hache !».

L'Algérie de l'indépendance à nos jours : un Etat-nation en éternelle transition

Il aura fallu cinquante longues années de réalisation de «tâches d'édification nationale», cinq bonnes et mauvaises décennies de tâtonnements, plusieurs révolutions inscrites dans le sens de l'histoire du moment, de douloureuses et inaccomplies transitions, pour que l'Algérie réalise finalement l'ampleur de l'impasse historique réelle dans laquelle elle se trouve en ces lendemains de célébration d'un demi-siècle d'indépendance. Un Etat-nation malmené dans ses fondements intimes, sans visibilité stratégique pour ne pas dire sans visibilité tout court.

Après avoir lamentablement échoué dans sa première transition vers le socialisme et s'être fourvoyé dans les méandres des voies qu'il s'est choisi pour s'en «sortir», en tentant de libéraliser l'économie et démocratiser la vie politique, l'Etat algérien, surestimant ses forces et victime de ses propres abus et excès, a frôlé le suicide qu'il a lui-même et en toute inconscience programmé. Une fois appliquée la thérapie de choc qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de citoyens qui ont payé le prix du divorce tragique entre cet Etat fort de ses seules faiblesses et une nation en devenir bouillonnant, le corps inanimé de l'Algérie a fini par reprendre vie et se secouer de nouveau. Trop tard ! Le pouls du monde s'est entre temps emballé et celui de l'Algérie trop faible ne suivait pas, ne suivait plus, ou de loin seulement. «Le temps d'apprendre à vivre, il est déjà trop tard !», écrivait Aragon. Le modèle de l'Etat-nation que nous avons pris pour repère absolu au lendemain de notre indépendance et que nous nous évertuâmes à bâtir laborieusement et surtout à défendre quasi religieusement depuis, bâti de l'aile, perdit de l'altitude et s'effondra comme un château de cartes !

Aux dernières nouvelles, certains analystes porteurs d'une froide lucidité estiment même que le processus de la fin prévisible du cycle historique de l'Etat universel avec la relativisation de l'utilité politique de l'Etat-nation, est déjà en marche. Sommes-nous arrivés trop tard ? Incontestablement, c'est à la naissance d'un nouveau monde que nous assistons depuis la fin de l'ordre de Yalta, qui a paradoxalement été porteur à sa périphérie de l'accélération décisive de l'accomplissement de notre destin national. Dans cette phase de transition post-étatique qui n'en finit pas de s'amorcer et de se réamorcer, l'Etat national algérien ne possède plus le monopole de la violence légitime organisée, qui lui a fait souvent perdre la tête par le passé. Il faut qu'il se le tienne pour dit ! En réalité, les phases de transition, ces phases de béance qui révèlent les fractures et les coutures de l'histoire et de la géographie réelle d'un pays sont ailleurs habilement mises à profit pour dessiner les contours du cadre de l'ordre nouveau à venir.

Rien de tout cela chez nous ! L'occasion du cinquantenaire de l'indépendance aurait pu s'avérer bien judicieuse pour ce travail de conversion des nombreuses faiblesses et carences d'hier en synergie retrouvée, décuplée, structurée et organisée pour demain. Surtout que les moyens de l'action n'ont jamais été autant

disponibles. Elle ne fut pas saisie. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, de redoutables nouvelles transitions pointent déjà du nez à l'horizon : transition institutionnelle, transition démographique, transition énergétique, transition sanitaire pour ne citer que celles qui mettent déjà le feu aux poudres des méninges des spécialistes familiers de ces questions.

Un «après-pétrole» compromis par les premières émanations du gaz de schiste

S'il est un constat sur lequel s'accordent depuis au moins le début des années 1980 du siècle dernier, l'ensemble des économistes qui ont eu à se pencher sur les bilans d'évaluation des différentes politiques économiques suivies par l'Algérie depuis son indépendance, c'est celui qui établit que l'Algérie ne peut plus continuer à opter pour un modèle de développement reposant sur la mono-exportation de ressources épuisables. Ce constat, catégorique, est du reste largement partagé par les hommes politiques, la société civile et les experts qui pensent globalement qu'en dépit de réalisations infrastructurelles importantes, l'économie algérienne, passant par divers cycles de tâtonnements, n'arrive toujours pas à trouver ses repères et à tirer les leçons de ses échecs patents, répétés. Est-ce pour autant l'impasse ? Les experts le pensent, du moins si le pays ne réussit pas à transformer son économie dont le fonctionnement est tout entier dépendant de la rente pétrolière, en une économie moderne, qui générerait ses propres ressources et s'affranchirait de la rente. Mais partager le poids d'un constat d'une tare congénitale aussi grave qui n'en finit pas de pervertir l'économie algérienne est une chose, et agir durablement pour relativiser et limiter ses effets décapants et corrupteurs multiformes sur la vie de tous les jours des Algériens en est une autre.

Alors que de larges secteurs de l'opinion publique nationale s'attendaient en cette veille d'anniversaire historique à plus d'un titre, à de courageuses annonces de décisions décrétant enfin ouverte l'ère de «l'après-pétrole», ne voilà-t-il pas que l'Algérie décide subitement de se lancer dans une nouvelle aventure destinée à prolonger indéfiniment la dépendance absolue aux hydrocarbures, à travers l'option pour l'exploration plutôt avancée des gaz de schiste. Notre pays, on le sait, n'est pas un eldorado pétrolier. Il est par contre le quatrième exportateur mondial de gaz naturel (qui fournit 90% de ses recettes) derrière la Russie, la Norvège et le Qatar. La tentation sera grande parmi les décideurs d'aujourd'hui et de demain, en mal de stratégie industrielle cohérente, de substituer l'ère inaccomplie et ratée de «l'après-pétrole» par celle plus prometteuse et encore vierge de l'«avantgaz ». De schiste, bien évidemment ! En attendant, les bassins schisteux des grands ergs occidental et oriental tremblent déjà à l'idée du traitement de choc écologiquement incorrect qu'ils vont subir, pour livrer sur-le-champ et en liquide leurs précieuses entrailles pétrifiées par les féconds accidents géologiques souterrains de notre toujours généreux Sahara !

Le feu aux portes du pays

De mémoire de citoyen algérien soucieux de la sécurité de ses nombreuses et trop rectilignes frontières, jamais notre pays n'a connu autant d'incendies allumés aux confins des vastes espaces qui délimitent aux quatre coins cardinaux de l'Afrique du Nord, les formes territoriales si généreuses de l'Algérie. Au journaliste algérien qui lui demanda à brûle-pourpoint il y a quelques années de lui résumer précisément et en deux mots notre pays où il venait d'atterrir quelques semaines plutôt en tant que haut représentant diplomatique de son pays, un ambassadeur américain répondit : «L'Algérie est le 9e plus grand pays de la planète par sa superficie, il est l'un des rares pays à avoir des frontières terrestres avec 7 autres pays et il est riche de ses ressources naturelles...». Tout est dans cet aveu incisif du premier représentant plénipotentiaire de la première puissance du monde ! Tel est effectivement notre pays : grand, massif, regorgeant de richesses insoupçonnées mais aussi objet de convoitises anciennes et nouvelles. Après le brasier tunisien, l'enfer libyen et aujourd'hui le purgatoire malien, ajoutés aux vellétés hégémoniques de la monarchie marocaine toujours aux aguets à nos frontières ouest, la problématique de la défense des frontières de notre pays n'a jamais connu de niveau de complexité aussi préoccupant. Si nous n'y prenons garde, Etat, armée, diplomates et citoyens, les frontières de notre pays qui sont aujourd'hui externes et convexes risquent de se confondre demain avec les nombreuses frontières internes en escargot que nous imposeront les nomades et turbulentes conjonctions de nébuleuses agressives d'ici et d'ailleurs, avides de revanches et de

recompositions territoriales. Des laminages qui ont hier encore coupé le Soudan en deux et qui demain pulvériseront la Syrie en autant de ghettos confessionnels qu'il y a de milices et de sectes ! Du pain sur la planche pour notre diplomatie et des nuits blanches en perspective pour nos stratèges militaires !

**La gouvernance du pays :
«Trop grand pour les petites choses
et trop petit pour les grandes choses»**

Cette heureuse formule de l'universitaire américain Daniel Bell résume à elle seule le dilemme auquel l'ordre international soumet désormais la plupart des Etats comme le nôtre, qui ne sont plus les uniques et exclusifs instruments pour tricoter paisiblement au coin de leur bien précieuse cheminée, l'avenir de leurs nations. L'Etat national algérien est en ce début de nouveau millénaire entré dans cette espèce d'oscillation pour le moins déstabilisatrice, de «grand écart vertical» qui l'appelle tantôt vers le haut à se dépasser pour rallier un espace plus grand et plus vaste, tantôt vers le bas, à se disloquer pour donner plus d'espace à la démocratie locale. Ce mouvement permanent n'est pas toujours facile, et il arrive qu'en l'absence d'une réelle autonomie locale nourrie du principe de la subsidiarité de l'action entre ses différents échelons, le niveau central le plus haut se mette en mouvement précipité pour réaliser des opérations de rattrapage qui relèveraient sous d'autres cieux des tâches de proximité les plus élémentaires des pouvoirs locaux. Nous l'avons vu en cette fin d'année avec le Premier ministre contraint d'ordonner et d'encadrer de ses instructions une campagne de salubrité publique d'enlèvement des ordures et un ministre de l'Intérieur lancer l'opération de lutte contre le petit commerce informel qui représente pourtant l'une des principales sources renouvelables de la production intérieure brute, hors rente pétrolière.

Nous avons également vu en cette année de célébration d'un demi-siècle d'indépendance, un président d'APC qui a passé plus de quinze ans à la tête d'une riche municipalité d'Alger (la plus riche d'Algérie) justifier sa décision de ne pas se représenter pour un nouveau mandat, par son souci de favoriser l'alternance politique, comme si son poste était tout simplement celui d'un président... de la République ! Un Premier ministre devenu par la «farce des choses» maire et un maire se prenant pour le premier magistrat du pays. Jamais le jacobinisme d'Etat n'a trouvé de terre aussi accueillante que l'Algérie après qu'il ait été éradiqué par de nombreux pays, y compris sa patrie de naissance : la France napoléonienne.

**Les relations avec l'ancienne puissance colonisatrice :
les feux de la rampe dressés à Hollande**

Nous ne pouvions pas clore cette contribution consacrée à l'évocation des grandes questions qui préoccupent nos citoyens au moment où l'Algérie célèbre un demi-siècle de liberté recouvrée, de dignité reconquise de haute lutte, sans évoquer le sujet si sensible des rapports avec l'ancienne puissance colonisatrice. La fin de l'année 2012 s'est, en effet, symboliquement achevée par la visite d'Etat du chef de l'Etat de l'ennemi d'hier, «ami» d'aujourd'hui. Dans sa poche, de nombreux papiers qu'il s'évertua à essaimer sur tous les feux de la rampe qui lui furent dressés à la hâte afin d'amplifier l'effet d'annonce de déclarations présentées comme «historiques». Des messages savamment élaborés qui se sont avérées être en bout de tapis rouge amplement déployé, ceux d'un président français «normal», venu «normaliser» des relations que les thuriféraires patentés des deux diplomaties n'ont jamais pu élever au rang de relations «d'exception». Quoi de plus «normal» en somme pour un homme de gauche que de déclarer que «le système colonial avait été injuste et brutal» ou d'honorer la mémoire de ceux d'entre ses «camarades» alliés de gauche comme Maurice Audin, qui sont allés jusqu'au bout de leurs convictions en menant du «dedans», c'est-à-dire de la gueule même du loup qui l'a cruellement puni, le féroce et inégal combat contre l'hydre coloniale. En ne faisant, contrairement à Audin, que la moitié du chemin vers la rédemption historique de la France en matière de reconnaissance de ses crimes d'Etat, le président Hollande n'a fait que ménager sa monture en gardant un pied hors de l'histoire commune, la vraie, «celle qui reste après que l'on ait tout oublié».

C'est peut-être là le sens symbolique du cadeau d'Etat que lui a offert l'Algérie : deux chevaux de race dont un jeune cheval barde de trois ans que nos ancêtres, des célèbres cavaliers numides héros de toutes les guerres de l'antiquité à ceux de l'Emir Abdelkader, n'ont jamais ménagé, eux. Nous espérons seulement que

cet étalon ne subisse pas le sort peu enviable qu'a réservé en 1975, le président Giscard d'Estaing à Ouassal, un étalon identique que lui offrit lors de sa visite en Algérie le président Boumediène. Quand les spécialistes de l'élevage équin de l'Élysée se rendirent compte que la race barde n'était plus reconnue par le Haras de France, Ouassal, le bien nommé, fut à son honneur barde défendant, réduit au rôle ingrat et cruel de souffleur au Haras national de France du Pin, un vocable bien poétique pour désigner un job qui l'est moins : un mâle chargé de détecter les chaleurs des juments. Le premier qui devait être ravi de ce rôle d'esclave finalement dévolu à notre distingué pur-sang a dû être le président français Giscard d'Estaing lui-même, lui qui a donné le nom de Jugurtha à son chien, un braque de Weimar, qui, semble-t-il, «riaît» à force de prendre du thé en compagnie de son illustre maître, au coin des ronronnantes cheminées des somptueux bureaux et salons de l'Élysée.

Baba Merzoug, la Biche morte et les caves macabres du Muséum national d'histoire naturelle de Paris

De tous les cadeaux que les spécialistes des échanges symboliques entre l'Algérie et la France disaient que les bras de Hollande allaient être chargés lors de sa visite d'Etat en Algérie, aucun ne fut finalement embarqué dans les soutes de l'avion présidentiel en route vers Alger. Ni les clefs de la «Casauba» (comme on disait à l'époque) remises par le Dey d'Alger au moment de sa honteuse capitulation et de sa reddition sans gloire, encore moins la Biche morte, tableau du célèbre peintre français Gustave Courbet, volé au Musée national Ahmed- Zabana d'Oran en 1985 et retrouvé à Paris en 2001. Certaines sources avaient même annoncé avec grand fracas le retour du célèbre canon Baba Merzoug, qui barra pendant près de trois siècles l'entrée du port d'Alger à toutes les entreprises pré-coloniales qui ont visé à partir du nord de la Méditerranée, notre pays. Il faut avoir lu la lettre écrite par l'amiral Duperré, commandant en chef du corps expéditionnaire de la marine française, à son ministre de la Guerre le 8 août 1830, ainsi que le contenu de la plaque en marbre du socle de granit supportant «la Consulaire» (nom français de notre Baba Merzoug national) sur le parvis de l'esplanade du port de Brest, pour faire définitivement le deuil sur cette pièce d'artillerie prestigieuse qui a défrayé en son temps et aujourd'hui encore la chronique. Dans la lettre de l'illustre amiral, on peut en effet lire : «C'est la part de prise à laquelle l'armée attache le plus grand prix», et sur la plaque de marbre de Brest, la grandiloquente glorification suivante de la grande colonisation «positive» dans ce qu'elle a de plus déclamatoire, *«la France civilisatrice tendant la main à l'Afrique, éclairée par les bienfaits de la science»*.

Au risque de frustrer notre ami Babaci et tous ceux comme lui font de l'entretien du feu sacré de notre pays leur patriotique mission d'aujourd'hui, Baba Merzoug ne symbolise plus depuis le 8 août 1830, la «virilité militaire» majeure qui a enflammé plus d'une fois les horizons d'«El Mahroussa Djazaïr Beni Mezghenna». Il sert aujourd'hui de perchoir au coq gaulois et de curiosité durablement réduite au silence aux touristes en mal de nostalgie des conquêtes de la France d'outre-mer d'antan ! Et gare à celui qui se hasarde à le déboulonner. Ce ne sera certainement pas le fragile (politiquement parlant) François Hollande, fut-il aujourd'hui président de la République française ! Mais qu'a donc en fin de compte offert le président Hollande à son homologue algérien : un livre ancien datant de 1859 relatant le récit des deux voyages en Algérie que fit l'abbé Jean- Joseph Léandre Bargès, le premier historien orientaliste de la ville de Tlemcen, et une sculpture d'un pur-sang arabe en biscuit de porcelaine de Sèvres, signée d'un grand sculpteur français contemporain. Si nous admettons que le président français n'a pas pu «offrir» à l'Algérie les cadeaux de haute valeur symbolique qui auraient constitué l'écrin artistique dont il aurait délicatement enveloppé ses amicales et chaleureuses déclarations politiques, de peur de se mettre à dos les gardiens de temple de la très napoléonienne et spartiate réglementation française sur le patrimoine, pourquoi n'intimerait-il pas aujourd'hui l'ordre hautement régalien à ces mêmes gardiens de réserver un traitement moins humiliant à l'endroit de nos héros de la résistance à la colonisation française, encore entassés pêle-mêle dans les caves humides du Muséum national d'histoire naturelle. Des restes mortuaires de héros calfeutrés comme des dinosaures dans un musée d'histoire «naturelle» et pardon du peu, dans de vulgaires boîtes cartonnées, qui évoquent les emballages des magasins à souliers ! Ces restes, des crânes secs pour la plupart, appartiennent à Mohamed Lamjad Ben Abdelmalek, dit Cherif «Boubaghla», héros de plusieurs insurrections en Haute et Basse- Kabylie, à l'intrépide Cheikh Bouziane, le chef de la révolte des Zaâtchas (dans la région de Biskra en 1849), à Moussa El-Derkaoui et à Si Mokhtar Ben Kouider Al-Titraoui. La tête momifiée d'Aïssa Al-

Hamadi, qui fut le lieutenant du Chérif Boubaghla, fait partie également de cette «rare» collection classée «ethnique». Ces restes macabres, dont on soupçonnait depuis longtemps l'existence, ont été confirmés, détails insoutenables à l'appui, par un jeune spécialiste de l'histoire antique et de l'épigraphie libyque et phénicienne, Ali Farid Belkadi, dans une déclaration diffusée par l'APS, le 7 mai 2011. Ce dernier a même lancé une pétition sur la Toile appelant le président Abdelaziz Bouteflika et le gouvernement algérien à entreprendre «auprès de l'État français, les démarches nécessaires au rapatriement en Algérie des restes mortuaires de résistants algériens conservés dans les musées français».

**«Monsieur le Président, je vous fais cette lettre
que vous lirez peut-être, si vous avez le temps...»**

La lettre du chercheur Ali Farid Belkadi, qui est aussi la nôtre à partir d'aujourd'hui, datée d'avant l'année symbole du cinquantenaire de l'indépendance, commence ainsi : «Comme vous le savez, Monsieur le Président, il n'est pas de mon ressort en tant que simple chercheur de rapatrier les restes mortuaires de ces illustres compatriotes. C'est à l'Etat algérien de faire les démarches officielles auprès des autorités françaises, à défaut, il appartient aux familles des intéressés de se manifester. Ces découvertes, chargées pour moi d'une émotion considérable, méritent en ces temps de dérégulation idéologique, un hommage national parfait (...)» La France post-coloniale, la France européenne de ce début de millénaire déploie tout un pan de sa prestigieuse diplomatie en Algérie à préserver l'intégrité mémorielle des européens d'Algérie reposant dans les centaines de cimetières chrétiens de notre pays. Elle devrait pouvoir honorer, au moins dans le cadre du principe diplomatique bien compris de la réciprocité, cette demande de réhabilitation post mortem de nos héros à avoir enfin une sépulture digne de leur légende d'ici, de leur «humanité » là-bas et de leur repos éternel là-haut et dans... l'au-delà. Oui, Monsieur Hollande, le système colonial a bel et bien été brutal. Se pourrait-il qu'il soit au moins un peu moins injuste avec les morts, aujourd'hui encore, près de deux siècles après leur martyre ? Si l'Algérie ne fait pas sienne cette pathétique demande de rapatriement d'ossements sacrés, comme le souhaiterait secrètement et publiquement tout Algérien digne de ce nom, c'est que les clefs de la «Casauba» devenues symboliquement celles de toute l'Algérie, sont politiquement encore en dépôt dans les coffres parisiens ! Si la France de Hollande n'honore pas cette demande, ce sera la grande France, patrie universellement célébrée des droits de l'homme, qui jouera cette fois-ci avec le feu... une fois encore de l'Algérie ! Si les deux pays réellement libérés de leurs démons d'hier et résolument tournés vers de nouveaux et apaisés horizons le font, main dans la main, alors l'honneur de nos Panthéons nationaux respectifs en sera sauf et nous inventerions, nous Algériens, une musicalité nouvelle et une intonation cinquantenaire à la formule avec laquelle nous honorons depuis bien avant l'indépendance, le sacrifice de nos héros : «Allah Yerham echouhada», gloire à nos martyrs et paix éternelle à leur âme... immortelle !

[Le Soir d'Algérie](#)

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2013/01/14/article.php?sid=143960&cid=41>

1 - «Chevaux de manège constitutionnels ? A propos de la révision de la constitution» professeur Walid Laggoun, El Watan, 5 juin 2011.

2 - Voir Jeune Afrique, n°2710 du 16 au 22 décembre 2012

3 - Idem-op cité-

4 - Voir l'article de ce chercheur intitulé «Nos héros abandonnés en France», in l'Expression, 8 mai 2011.

5 - Le déserteur: célèbre chanson française écrite par Boris Vian en pleine guerre d'Algérie pour inciter les jeunes Français à refuser de se laisser enrôler pour faire la sale «guerre d'Algérie».

<http://www.algerieinfos-saoudi.com/article-m-hand-kasmi-nous-a-quittes-119649921.html>